



RAPPORT FINANCIER

Semestriel

Au 30 juin 2024

Table des matières

1.	Rapport semestriel d'activité 2024	3
1.	Comptes semestriels	6
1.1	Bilan au 30 juin 2024.....	6
1.2	Compte de résultat semestriel 2024.....	8
2.	Annexes.....	9
2.1	Règles et méthodes comptables	9
2.2	Faits caractéristiques de la période.....	13
2.3	Notes sur le bilan	15
2.4	Notes sur le compte de résultat.....	19
2.5	Autres informations.....	22
2.6	Tableau des flux de trésorerie	23



1. Rapport semestriel d'activité 2024

Résultats semestriels 2024 en accord avec la trajectoire de croissance et de rentabilité à horizon 2025

- **Chiffre d'affaires du S1 2024 à 4,6 M€ : une performance remarquable suite au renouvellement des forces de vente après la mise en place d'un nouveau système de rémunération**
- **79% du chiffre d'affaires semestriel réalisé auprès d'annonceurs locaux, confirmant l'expertise de Fill Up Média sur ce segment**
- **Nette amélioration des indicateurs de rentabilité au S1 2024 vs. S2 2023**
- **Solide position de trésorerie à 2,2 M€ au 30 juin 2024**
- **Confirmation des objectifs financiers à horizon 2025 :**
 - ✓ Taux de croissance annuel moyen du chiffre d'affaires de 40% entre 2021 et 2025
 - ✓ Chiffre d'affaires de 26 M€, marge d'EBITDA retraitée¹ supérieure à 35% grâce à l'apport des stations Carrefour déployées en 2024 et les stations E.Leclerc dont le déploiement a débuté début octobre 2024.
 - ✓ Les différents déploiements en station-service opérés par la société avancent à bon train. Fill Up média finalise actuellement ses installations au sein des stations-service chez Carrefour afin de disposer d'un réseau 100% opérationnel à la commercialisation au 1^{er} novembre 2024.
En parallèle, le déploiement chez E.Leclerc a démarré début octobre par une installation au sein du magasin d'Anglet. Les installations de la première

¹ Dans le cadre du financement de ses investissements, notamment les écrans utilisés pour diffuser les annonces de ses clients, la Société peut avoir recours à des opérations de location financière ou de crédit-bail. En norme IFRS, les loyers générés par ce mode de financement sont capitalisés et immobilisés au bilan et amortis en compte de résultat. Dans un souci de comparaison avec des sociétés de plus grande taille qui reportent leurs comptes en normes IFRS, la Société a décidé de communiquer également un « EBITDA retraité » pour les investisseurs financiers. Ce solde et en particulier la marge « d'EBITDA retraité » continuera d'être un indicateur clé de performance. Ce retraitement concerne uniquement la partie relative aux charges locatives des opérations de financement des CAPEX.

vague vont se poursuivre jusqu'à fin décembre puis une seconde vague massive de déploiement opéré du mois de janvier jusqu'au mois d'avril 2025. Les annonceurs présents à proximité de ces nouvelles installations peuvent d'ores et déjà souscrire à l'offre disponible au sein de ces nouvelles stations et ainsi réserver leur espace de communication. La nouvelle est très bien accueillie et suscite d'ores et déjà un engouement important.

Compte de résultat simplifié au 30 juin 2024

En K€	S1 2023	S2 2023	S1 2024	Variation S1 2024 vs S2 2023
Chiffre d'affaires	4 643	3 658	4 602	+26%
Autres produits d'exploitation	160	372	408	+10%
Produits d'exploitation	4 854	3 993	5 013	+26%
EBITDA	57	(1 235)	(543)	
Marge d'EBITDA	1%	-34%	-10%	+24pts
EBITDA retraité des leasing	259	(1 034)	(342)	
Marge d'EBITDA retraité	5%	-28%	-6%	+22pts
Résultat d'exploitation	(532)	(2 120)	(1 189)	+44%
Rentabilité nette d'exploitation	-11%	-57%	-26%	+31pts
Résultat financier	(42)	(26)	(122)	
Résultat courant	(575)	(2 146)	(1 311)	
Résultat net	(590)	(2 040)	(1 235)	+39%

Résultats financiers du premier semestre 2024

Le premier semestre 2024 aura été l'occasion pour Fill Up Média de générer des produits d'exploitation qui s'élèvent à 5,0 M€, en croissance de +3% par rapport à la même période de l'année précédente et de +26% en séquentiel. Ces revenus ont été réalisés auprès d'un portefeuille clients composé de plus de 6 100 annonceurs locaux et nationaux².

Cette performance est particulièrement notable car elle intervient après le

² Depuis la création de la Société

renouvellement presque complet des équipes commerciales suite à l'implémentation d'un nouveau système de rémunération initié en début d'année 2024. Cet ajustement permettra d'accroître à la fois l'efficacité commerciale du Groupe et sa rentabilité au cours des prochains trimestres.

Au 30 juin 2024, Fill Up Média comptait 65 employés contre 56 à fin décembre 2023, la Société a renforcé ses équipes afin d'accompagner la croissance de son parc d'écrans suite à la signature de partenariats commerciaux structurants.

Les charges opérationnelles progressent de +15% par rapport au premier semestre 2023 et s'établissent à 6,2 M€. Cette évolution s'explique en partie par la hausse des charges externes, et notamment celles liées aux frais de recrutement et de formations à destination des cadres commerciaux, conséquences directes du turnover des équipes observé en début d'année. L'augmentation des effectifs sur la période entraîne quant à elle une hausse des charges de personnel de l'ordre de 13%.

En ligne avec la poursuite de sa structuration, Fill Up Média enregistre un EBITDA retraité de l'ordre de -0,3 M€, à comparer aux 0,2 M€ réalisés au premier semestre 2023 et aux -1,0 M€ atteints à fin décembre 2023, soit une hausse de +67% en séquentiel. Le résultat d'exploitation connaît quant à lui une hausse de +44% en séquentiel et atteint -1,2 M€.

Compte tenu de ces différents éléments et du résultat financier qui s'établit à 0,1 M€, le résultat courant atteint -1,3 M€ au 30 juin 2024, soit une amélioration de +39% par rapport au 31 décembre 2023.

Au total, la perte nette de la Société s'établit à -1,2 M€ au 30 juin 2024. Par ailleurs, Fill Up Média disposait à la même date d'une trésorerie active de 3,7 M€.

Stratégie et perspectives

Les accords signés avec Carrefour et E.Leclerc via ConsoRégie ont permis à la Société de dépasser le plan de développement commercial présenté à l'occasion de son introduction en bourse, à savoir le déploiement de ses écrans dans 550 stations-service partenaires supplémentaires d'ici 2025.

La Société indique que sa trajectoire permet de confirmer ses objectifs financiers à horizon 2025, soit un taux de croissance annuel moyen de son chiffre d'affaires entre 2021 et 2025 de +40%, ainsi qu'un chiffre d'affaires de 26 M€ et une marge d'EBITDA retraité supérieure à 35%.

1. Comptes semestriels

1.1 Bilan au 30 juin 2024

Bilan Actif - FUM - en €	Au 30/06/24		Au 31/12/23	
	Brut	Amort./Dépré.	Net	Net
Immobilisations incorporelles	4 382 483	(2 228 347)	2 154 137	2 139 218
dont Frais d'établissement	1 144 839	(509 299)	635 539	741 585
dont Frais de recherche et de développement	1 562 008	(927 741)	634 268	720 336
dont Concession, brevets et droits similaire	804 125	(635 350)	168 775	191 031
dont Autres immobilisations incorporelles	289 000	(155 956)	133 044	159 025
dont Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	582 511		582 511	327 241
Immobilisations corporelles	4 426 055	(2 678 862)	1 747 193	1 709 680
dont Install. techniques, matériels et outillages industriels	3 454 945	(2 645 432)	809 513	945 861
dont Autres immobilisations corporelles	76 150	(33 430)	42 720	7 569
dont Immobilisations en cours	894 960	-	894 960	756 250
Immobilisations financières	611 374	-	611 374	729 185
dont Autres titres immobilisés	2 500	-	2 500	2 500
dont Autres immobilisations financières	608 874	-	608 874	726 685
Total Actif immobilisé	9 419 912	(4 907 209)	4 512 703	4 578 084
Stocks	44 839	-	44 839	49 178
dont Matières premières, approvisionnements	44 839	-	44 839	49 178
Avances et acomptes versés sur cdes	9 828	-	9 828	3 787
Clients et comptes rattachés	8 527 756	(1 073 923)	7 453 833	9 282 739
Autres créances	869 105	-	869 105	876 059
Valeurs mobilières de placement	50	-	50	50
Disponibilités	2 222 418		2 222 418	4 870 890
Charges constatées d'avance	224 783		224 783	212 499
Total Actif circulant + CCA	11 898 778	(1 073 923)	10 824 855	15 295 203
Frais d'émission d'emprunts	42 148		42 148	30 296
TOTAL BILAN ACTIF	21 360 839	(5 981 132)	15 379 706	19 903 584

Bilan Passif - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 31/12/23
Capital social	704 503	704 503
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 368 567	9 368 567
Réserves	31 752	31 752
dont Réserve légale	21 400	21 400
dont Autres réserves	10 352	10 352
Report à nouveau	(5 379 794)	(2 750 003)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(1 234 587)	(2 629 791)
Total Capitaux propres	3 490 441	4 725 028
Total Provisions pour R&C	-	-
Emprunts et dettes financières	4 953 517	4 472 285
dont Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	4 953 517	4 459 798
dont Emprunts et dettes financières diverses	-	12 487
Fournisseurs et comptes rattachés	3 881 639	3 848 302
Dettes fiscales	1 816 340	1 637 958
Dettes sociales	514 128	476 655
Autres dettes	56 498	4 038 169
Produits constatés d'avance	667 143	705 187
Total Dettes & Comptes de régularisation	11 889 265	15 178 555
TOTAL BILAN PASSIF	15 379 706	19 903 584

1.2 Compte de résultat semestriel 2024

Compte de résultat - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 30/06/23	Au 31/12/23
Production vendue de services	4 602 413	4 642 895	8 301 306
Chiffre d'affaires net	4 602 413	4 642 895	8 301 306
Production immobilisée	255 270	160 000	327 241
Subventions d'exploitation	2 500	6 667	13 833
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	152 508	44 100	203 417
Autres produits	210	42	900
Total des produits d'exploitation	5 012 901	4 853 704	8 846 696
Achats de mat.1° et autres appro.	(2 880)	(9 967)	(13 206)
Variation de stock (mat. 1° et appro.)	(4 339)	(6 288)	(3 074)
Autres achats et charges externes	(2 799 983)	(2 370 598)	(5 228 146)
Impôts, taxes et versements assimilés	(60 291)	(55 148)	(105 860)
Salaires et charges	(2 455 590)	(2 173 176)	(4 290 019)
Dotations d'exploitation	(646 398)	(588 978)	(1 474 038)
Sur immobilisations : - Dotations aux amortissements	(436 696)	(438 978)	(894 532)
Sur actif circulant : Dotations aux provisions	(209 702)	(150 000)	(579 506)
Autres charges	(232 416)	(182 009)	(384 474)
Total des charges d'exploitation	(6 201 898)	(5 386 163)	(11 498 818)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 188 997)	(532 459)	(2 652 122)
Total des produits financiers	2 291	-	20 910
Total des charges financières	(124 398)	(42 433)	(89 369)
RESULTAT FINANCIER	(122 107)	(42 433)	(68 459)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(1 311 104)	(574 893)	(2 720 581)
Total des produits exceptionnels	32 988	13 806	183 467
Total des charges exceptionnelles	(21 971)	(80 093)	(223 866)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	11 017	(66 287)	(40 399)
Impôts sur les bénéfices	65 500	50 819	131 189
RESULTAT NET	(1 234 587)	(590 361)	(2 629 791)

2. Annexes

2.1 Règles et méthodes comptables

La période a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes semestriels. Ces comptes semestriels ont été arrêtés le 22 octobre 2024 par les dirigeants de l'entreprise.

2.1.1 Règles générales

Les comptes semestriels au 30 juin 2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement n°2016-07 du 4 novembre 2016, et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'une période à l'autre,
- indépendance des périodes,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2.1.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Concessions, logiciels et brevets :	1 à 6 ans
Autres immobilisations incorporelles :	1 à 5 ans
Agencements des constructions :	10 à 20 ans
Installations techniques :	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriels :	3 à 10 ans
Installations générales, agencements et aménagements divers :	3 à 10 ans
Matériel de bureau :	5 à 10 ans
Matériel informatique :	2 à 3 ans
Mobilier :	3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Frais d'établissement

Les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

2.1.3 Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.1.4 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une analyse « ligne à ligne » est également réalisée afin d'isoler et de déprécier à 100% les créances irrécouvrables (liquidation ou cessation du client).

En fonction de cette analyse, la règle de dépréciation standard des créances clients considérées comme risquées est la suivante :

- | | |
|--|------|
| - Créance échue depuis plus de 6 mois : | 25%, |
| - Créance échue depuis plus de 12 mois : | 50%, |
| - Créance échue depuis plus de 24 mois : | 90%. |

Lorsque la société estime que le recouvrement est totalement compromis, la dépréciation est portée à 100%.

Au 30 juin 2024, la dépréciation des comptes clients a fait l'objet d'une analyse approfondie et les risques de non-recouvrement ont été appréhendés par un complément de dépréciation. Le recouvrement de certaines créances a été confié à un prestataire externe.

2.1.5 Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont répartis sur la durée de l'emprunt.

2.1.6 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

2.1.7 Recherche, Développement, Innovation :

Depuis sa création, notre société développe des solutions innovantes dans le domaine des écrans publicitaires installés sur les pompes à essence ainsi que dans les domaines associés.

Les frais de recherche et développement inscrits à l'actif correspondent aux dépenses qui répondent à la définition d'un actif. Il s'agit en particulier des salaires et charges sociales des personnes qui ont concouru aux divers projets de développement. Ces frais sont portés à l'actif et amortis sur 6 à 8 ans à compter de leur mise en service, c'est à dire lors de la mise en exploitation des contrats commerciaux de la société.

Les avantages économiques liés aux frais de recherche et développement viennent théoriquement sur la durée des contrats (8 ans).

Au 30 juin 2024, les frais de R&D représentent environ 1,6 M€, amortis de 0,9 M€.

Le crédit d'impôt Innovation déclaré au titre de l'exercice résulte d'une analyse technique. Notre société est accompagnée par un consultant spécialisé dans ce domaine pour déterminer le montant de ce crédit d'impôt.

2.1.8 Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

2.1.9 Modification des durées d'amortissement

Jusqu'au 31 décembre 2020, les caissons figurant en immobilisations étaient amortis sur la durée du contrat commercial auquel ils étaient liés.

Les caissons étaient initialement amortis sur 6 ans, durée des premiers contrats d'exploitation.

La Société a augmenté la durée d'amortissement de ses caissons pour la passer à 8 ans pour la partie électrique, 10 ans pour la partie métallique, car le taux de disponibilité et de fonctionnement des écrans était de plus de 99 % sur 2021. Ce fort taux de disponibilité constaté après plus de 4 années d'exploitation a permis à la Société d'envisager une exploitation de son parc pour deux années complémentaires. De plus, la Société s'est appuyée sur un benchmark d'écrans similaires (écrans installés dans les gares et les métros) conçus et fabriqués par le même prestataire et qui sont aujourd'hui installés et en parfait état de fonctionnement depuis 10 ans.

Enfin, les frais d'entretien et de maintenance sont très limités.

En conséquence, les durées d'amortissement des caissons ont été revues.

Ceci constituait un changement d'estimation, traité de manière prospective au 1^{er} janvier 2021.

2.1.10 Affacturation

La société a recours à une société d'affacturation auprès de laquelle elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Le contrat d'affacturation prévoit qu'il y ait subrogation entre la société et le Factor.

Les postes du bilan concernés par l'affacturation se détaillent ainsi :

Bilan d'affacturation - Fill Up Media - en €	Au 30.06.2024
Dépôts et cautions	254 110
Total Comptes affacturation - Actif	254 110
Autres dettes	-
Total Comptes affacturation - Passif	-

Le montant des créances cédées au factor et non réglées à leur date d'exigibilité est déduite de la trésorerie et retraitée en créance clients.

2.2 **Faits caractéristiques de la période**

INFORMATIONS A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA PERIODE DE FORTE INCERTITUDE ACTUELLE :

Les conflits armés, les conditions macro-économiques actuelles (pressions inflationnistes, niveau des taux d'intérêt, hausse des coûts des matières premières et de

l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change) n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et patrimoniale et sur le résultat de la Société au 30 juin 2024.

2.3 Notes sur le bilan

2.3.1 Actif immobilisé

Variation des immobilisations - FUM		Valeur brute			
En €	Au 31/12/23	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 30/06/24
Frais d'établissement	1 144 839				1 144 839
Frais de recherche et de développement	1 561 068	940			1 562 008
Concession, brevets et droits similaire	770 762	33 363			804 125
Autres immobilisations incorporelles	275 200	13 800			289 000
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	327 241	255 270			582 511
Immobilisations incorporelles	4 079 110	303 373	-	-	4 382 483
Installations techniques, matériels et outillage industriels	3 454 945				3 454 945
Autres immobilisations corporelles	34 455	41 695			76 150
Immobilisations en cours	756 250	138 710			894 960
Immobilisations corporelles	4 245 650	180 405	-	-	4 426 055
Autres titres immobilisés	2 500				2 500
Autres immobilisations financières	726 685	3 180	120 992		608 874
Immobilisations financières	729 185	3 180	120 992	-	611 374
Total Actif immobilisé (en valeur brute)	9 053 945	486 959	120 992	-	9 419 912

Variation des immobilisations - FUM		Amortissements et dépréciations			
En €	Au 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Virements	Au 30/06/24
Frais d'établissement	403 254	106 046			509 299
Frais de recherche et de développement	840 732	87 009			927 741
Concession, brevets et droits similaire	579 731	55 619			635 350
Autres immobilisations incorporelles	116 175	39 781			155 956
Immobilisations incorporelles	1 939 892	288 455	-		2 228 347
Installations techniques, matériels et outillage industriels	2 509 084	136 349			2 645 432
Autres immobilisations corporelles	26 886	6 545			33 430
Immobilisations corporelles	2 535 969	142 893	-		2 678 862
Immobilisations financières	-	-	-		-
Total Actif immobilisé (amortissements et dépréciations)	4 475 861	431 348	-		4 907 209

Variation des immobilisations - FUM		Valeur nette comptable			
En €	Au 31/12/23	Acquisitions	Cessions	Virements	Au 30/06/24
Frais d'établissement	741 585	(106 046)	-	-	635 539
Frais de recherche et de développement	720 336	(86 069)	-	-	634 268
Concession, brevets et droits similaire	191 031	(22 256)	-	-	168 775
Autres immobilisations incorporelles	159 025	(25 981)	-	-	133 044
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	327 241	255 270	-	-	582 511
Immobilisations incorporelles	2 139 218	14 919	-	-	2 154 137
Installations techniques, matériels et outillage industriels	945 861	(136 349)	-	-	809 513
Autres immobilisations corporelles	7 569	35 151	-	-	42 720
Immobilisations en cours	756 250	138 710	-	-	894 960
Immobilisations corporelles	1 709 680	37 512	-	-	1 747 193
Autres titres immobilisés	2 500	-	-	-	2 500
Autres immobilisations financières	726 685	3 180	120 992	-	608 874
Immobilisations financières	729 185	3 180	120 992	-	611 374
Total Actif immobilisé (en valeur nette comptable)	4 578 084	55 611	120 992	-	4 512 703

Les Autres immobilisations incorporelles, soit 133 K€ nets, se composent notamment d'études réalisées par des instituts indépendants et permettant d'analyser le comportement des automobilistes face aux écrans de la Société.

255 K€ de frais de développement ont été portés à l'actif sur le premier semestre de l'exercice 2024, principalement les développements logiciels nécessaires au déploiement du contrat E. Leclerc, mais également aux améliorations de l'ERP de la société. Ils ont été classés en immobilisations en cours et seront transférés en Frais de R&D et amortis lors de leur mise en service.

2.3.2 Immobilisations financières

Les 611 K€ d'immobilisations financières sont composées de :

- 3 K€ d'actions Time for the Planet, classes en autres titres immobilisés
- 128 K€ de caution auprès de BPI,
- 254 K€ de fonds de garantie et réserve de financement du factor,
- 104 K€ de dépôts et cautionnements divers (locations notamment),
- 123 K€ de contrat de liquidité (liquidités pour 26 K€ et actions pour 97 K€).

2.3.3 Créances clients

Les créances clients se composent des principaux postes suivants :

Clients - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Créances clients	1 928 176	4 499 511	↓ - 2 571 335	(57)%
Clients douteux	749 443	865 791	↓ - 116 348	(13)%
FAE	5 850 136	4 843 120	↑ +1 007 016	21 %
Sous-total Créances clients brutes	8 527 756	10 208 422	↓ - 1 680 666	(16)%
Dépréciation clients douteux	(1 073 923)	(925 683)	↓ - 148 240	16 %
Total Créances clients nettes	7 453 833	9 282 739	↓ - 1 828 907	(20)%
Taux de dépréciation des créances brutes	12,6 %	9,1 %	⇒ +3,5 points	

2.3.4 Produits à recevoir

Ils se composent uniquement des Factures à établir liées au cut-off décrit ci-après dans la note Reconnaissance des revenus, au sein des Notes sur le compte de Résultat, pour un montant de 5 850 136 €.

2.3.5 Composition du capital social et affectation du résultat

Capital social d'un montant de 704 503,00 euros décomposé en 2 818 012 actions d'une valeur nominale de 0,25 euros.

Lors de l'AGE du 19 mai 2022, la valeur nominale de chaque action a été divisée par 40 pour passer de 10 euros à 0,25 euros par action.

Le nombre d'actions est ainsi passé de 49 993 actions à 1 999 720 actions, ceci avant l'introduction en Bourse.

Variation des capitaux propres - FUM - en €	Au 31/12/23	Affect. résultat 12/23	Résultat 06/24	Au 30/06/24
Capital	704 503			704 503
dont Capital souscrit appelé versé	704 503			704 503
Primes	9 368 567			9 368 567
dont Primes d'émission	9 368 567			9 368 567
Réserves	31 752	-		31 752
dont Réserve légale	21 400	-		21 400
dont Autres réserves	10 352	-		10 352
Report à nouveau (solde créditeur ou débiteur)	(2 750 003)	- 2 629 791		(5 379 794)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(2 629 791)	2 629 791	(1 234 587)	(1 234 587)
Total hors Subventions, Prov. réglementées et Autres fonds propres	4 725 028		(0)	3 490 441
		<i>Distribution de dividendes</i>	<i>0</i>	
Total Capitaux propres	4 725 028		(0)	3 490 441

Conformément aux décisions de l'assemblée générale du 18 juin 2024, le résultat de l'exercice précédent a été affecté en report à nouveau débiteur.

Les actions émises lors de l'augmentation du capital du 28 juin 2022 bénéficient d'un droit de vote simple. Les actionnaires historiques bénéficient d'actions à droit de vote double.

2.3.6 État des dettes

Les dettes financières nettes se détaillent ainsi :

Emprunts et dettes financières - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Emprunts et dettes assimilées	4 953 517	4 472 285	↑ +481 232	11 %
dont Emprunts auprès des établissements de crédit	4 953 517	4 459 798	↑ +493 719	11 %
dont Autres emprunts et dettes assimilées	-	12 487	↓ - 12 487	(100)%
Emprunts et dettes financières	4 953 517	4 472 285	↑ +481 232	11 %
Trésorerie active	2 222 468	4 870 940	↓ - 2 648 473	(54)%
Endettement net	(2 731 049)	398 655	↓ - 3 129 704	(785)%

Le total des dettes au 30 juin 2024, détaillé par échéance, s'établit comme suit :

Dettes - FUM - en €	Au 30/06/24	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit	4 953 517	1 061 908	3 441 609	450 000
dont à plus d'1 an à l'origine	4 953 517	1 061 908	3 441 609	450 000
dont à moins d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	3 881 639	3 881 639	-	-
Dettes fiscales	1 816 340	1 816 340	-	-
Dettes sociales	514 280	514 280	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Autres dettes	56 498	56 498	-	-
Produits constatés d'avance	667 143	667 143	-	-
Total	11 889 417	7 997 808	3 441 609	450 000

Les dettes bancaires se traduisent par des emprunts auprès d'établissements de crédit dont les conditions sont les suivantes :

Banque	Date début	Date fin	Montant initial en K€	Taux d'intérêt
BPI	mars-17	mars-24	160	0,00%
BPI	nov-17	déc-24	1 000	4,92%
CA	sept-18	avr-24	500	1,92%
BPI	oct-18	déc-25	500	5,15%
BNP	mai-20	mai-26	190	0,75%
CIC	mai-20	mai-26	190	0,70%
CA	mai-20	mai-26	190	0,70%
BPI	juin-20	mai-26	190	1,75%
HSBC	juin-20	mai-26	100	0,31%
CE	mars-23	avr-29	1 300	3,91%
BPI	déc-23	déc-30	1 500	7,37%
BNP	déc-23	déc-28	500	4,59%
CIC	janv-24	janv-29	750	6,10%
CE	juin-24	juin-29	200	5,10%

2.3.7 Charges à payer

Charges à payer - FUM - en €	Au 30/06/24
Fournisseurs FNP	2 237 143
Intérêts courus sur emprunts	-
Congés payés et charges afférentes	232 734
État Charges à payer	10 724
Total	2 480 601

Les FNP incluent les redevances à verser aux réseaux selon leurs modalités propres (proportionnel ou fixe selon les réseaux).

2.3.8 Charges constatées d'avance

Les CCA, soit 224 789 € correspondent en grande partie aux loyers et aux redevances de crédit-bail, facturés par période à échoir.

2.3.9 Produits constatés d'avance

Les PCA, soit 667 143 € correspondent à la partie du CA diffusion postérieure à la date de clôture des comptes.

Ces produits sont reportés sur la période à laquelle ils correspondent.

2.4 Notes sur le compte de résultat

2.4.1 Reconnaissance des revenus

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de campagnes publicitaires est comptabilisé de la manière suivante, qu'il s'agisse d'une campagne locale ou nationale :

- frais d'adserving : 80% du montant de la commande au début de la diffusion,
- diffusion : 20% étalés en fonction de la durée de la commande.

Le terme « adserving » englobe l'ensemble des technologies et services mis en place pour diffuser les campagnes des annonceurs sur le réseau Fill Up Media.

Les frais d'adserving sont constitués principalement par :

- la création, la réception et l'archivage du bon de commande,
- la création et l'envoi de la facture et de l'échéancier de prélèvements,
- la mise en place des prélèvements automatiques (création du tiers, saisie des informations bancaires),
- la planification informatique des campagnes,

- la mise au format des spots vidéos (vérification de l'encodage audio et vidéo afin de s'assurer une qualité homogène sur le réseau).

L'ensemble de ces opérations de mise en place de la campagne à diffuser représente environ 90% du temps passé sur l'ensemble de la diffusion. En effet, toutes les opérations suivantes sont automatisées grâce à ce travail préparatoire (notamment les encaissements).

La diffusion du spot vidéo sur les écrans ne génère que peu de charge.

La société estime que les frais d'advertising correspondent à environ 80% du montant de la commande.

La création de spots publicitaires et les frais techniques ne sont pas compris dans les frais d'advertising.

La création de spots publicitaires correspond à la production en interne par la Société de clips vidéos réalisés pour les annonceurs et diffusés sur les écrans publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond à la date de validation du bon de commande.

Les frais techniques correspondent aux coûts de mise en place de la diffusion des campagnes publicitaires. Ce produit est reconnu lors de son achèvement, qui correspond également à la date de validation du bon de commande.

Les autres produits connexes correspondent essentiellement aux « échanges marchandises ». L'échange marchandises est un échange à valeur égale de biens et/ou de services entre un client et un fournisseur. L'échange marchandises se pratique fréquemment dans le secteur de la communication et des médias. Il permet l'achat d'espace publicitaire en échange de biens ou de services de l'entreprise qui achète cet espace (par exemple, présence du logo d'un magazine sur l'affiche d'un spectacle). Fill Up Media a noué des contrats de partenariat de ce type avec des clubs et des événements sportifs, notamment au niveau local, avec le LOU Rugby, l'Olympique Lyonnais, l'Open Parc. Le produit et la charge sont reconnus lors de la prise d'effet de l'échange marchandises.

2.4.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se détaillent en :

Autres produits d'exploitation - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 31/12/23	Var. en €	Var. en %
Production immobilisée	255 270	327 241	↓ - 71 971	(22)%
dont Immobilisations incorporelles	255 270	327 241	↓ - 71 971	(22)%
Subventions d'exploitation	2 500	13 833	↓ - 11 333	(82)%
Reprises sur amort. et prov., transf. de charges	152 508	203 417	↓ - 50 909	(25)%
dont Reprises sur prov. pour dépré. des actifs circulants	61 462	96 950	↓ - 35 488	(37)%
dont Transferts de charges d'exploitation	91 046	106 467	↓ - 15 421	(14)%
Autres produits	210	900	→ - 690	(77)%
dont Produits divers de gestion courante	210	900	→ - 690	(77)%
Total Autres produits d'exploitation	410 488	545 390	↓ - 134 902	(25)%

2.4.3 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes se composent principalement de :

AACE - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 30/06/23	Var. en €	Var. en %
Achats d'études et prestations de services	998 800	1 172 738	↓ - 173 938	(15)%
Achats non stockés de matières et fournitures	58 417	55 601	→ +2 816	5 %
Sous-traitance générale	53 476	49 250	→ +4 226	9 %
Redevances de crédit-bail	246 706	206 955	↑ +39 750	19 %
Locations	260 568	235 462	↑ +25 106	11 %
Charges locatives et de copropriété	12 569	(1 250)	↑ +13 819	(1105)%
Entretien et réparations	116 706	116 176	→ +530	0 %
Primes d'assurances	72 489	42 388	↑ +30 101	71 %
Divers Services extérieurs	24 999	6 183	↑ +18 816	304 %
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	269 250	122 144	↑ +147 106	120 %
Publicité, publications relations publiques	352 169	137 776	↑ +214 393	156 %
Transports de biens et transports collectifs du p	567	1 049	→ - 482	(46)%
Déplacements , missions et réceptions	133 317	118 404	↑ +14 914	13 %
Frais postaux et de télécommunications	10 615	16 901	↓ - 6 286	(37)%
Services bancaires et assimilés	33 564	63 633	↓ - 30 069	(47)%
Divers Autres services extérieurs	155 771	27 188	↑ +128 584	473 %
Total AACE	2 799 983	2 370 598	↑ +429 385	18 %

2.4.4 Résultat exceptionnel

Les éléments exceptionnels résultent d'évènements ou d'opérations distincts des activités ordinaires et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

Au 30 juin 2024, le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

Résultat exceptionnel - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 30/06/23	Var. en €	Var. en %
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 878	-	➡ +3 878	N/A
Produits exceptionnels sur opérations en capital	29 111	13 806	⬆ +15 305	111 %
Total Produits exceptionnels	32 988	13 806	⬆ +19 182	139 %
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(5 514)	(340)	⬇ - 5 174	1522 %
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	(16 456)	(79 753)	⬆ +63 297	(79)%
Total Charges exceptionnelles	(21 971)	(80 093)	⬆ +58 122	(73)%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	11 017	(66 287)	⬆ +77 304	(117)%

2.5 Autres informations

2.5.1 Engagements hors bilan au 31 décembre 2023

	31/12/2023
Engagements donnés	
Nantissement FDC	29 777
Crédit bail (cf tableau spécifique)	
Engagements reçus	
Cautions - retenue de garantie marchés privés	150 000
Cautions - divers marchés	0

2.5.2 Engagement de crédit-bail :

	31/12/2023
VALEUR D'ORIGINE	1 797 096
AMORTISSEMENTS	
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	1 239 521
<i>Dotations de l'exercice</i>	399 355
TOTAL	1 638 876
REDEVANCES PAYEES	
<i>Cumul exercices antérieurs</i>	1 231 412
<i>Exercice</i>	402 451
TOTAL	1 633 863
REDEVANCES RESTANT A PAYER	
<i>A un an au plus</i>	269 589
<i>A plus d'un an et cinq ans au plus</i>	53 448
<i>A plus de cinq ans</i>	0
TOTAL	323 037
VALEUR RESIDUELLE	12 975

Les engagements n'ont pas varié de façon significative sur le premier semestre de l'exercice.

2.5.3 Évènements postérieurs au 30 juin 2024

Aucun évènement de cette nature n'est à signaler à la date d'arrêté des comptes annuels.

2.6 Tableau des flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie - FUM - en €	Au 30/06/24	Au 31/12/23
Résultat net	- 1 234 587	- 2 629 791
+/- Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises, QP de subventions	+579 588	+1 368 721
- Plus-values de cession	+120 992	- 9 288
= Marge brute d'autofinancement	- 534 007	- 1 270 357
- Variation du BFR (brut et retraité des comptes courants intragroupes débiteurs)	- 2 106 439	+407 932
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION	- 2 640 445	- 862 425
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	+155 895
- Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 483 779	- 1 485 489
+/- Variation des immobilisations financières brutes	- 3 180	- 192 098
+/- Variation des dettes envers les fournisseurs d'immobilisations	-	-
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	- 486 959	- 1 521 692
Variation du capital en numéraire	-	-
- Dividendes versés	- 0	- 0
+/- Variation des subventions d'investissement	-	-
+/- Variation des emprunts	+481 232	+2 559 018
+/- Variation des comptes courants intragroupes	- 2 300	+5 700
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	+478 932	+2 564 718
VARIATION DE TRESORERIE	- 2 648 473	+180 600
Trésorerie à l'ouverture	+4 870 940	+4 690 340
Trésorerie à la clôture	+2 222 468	+4 870 940

Suite à la nouvelle comptabilisation des opérations d'affacturage, la trésorerie finale est impactée de 1 448 K€ par rapport à la trésorerie du 31 décembre 2023.